

*Le budget—M<sup>me</sup> Collins*

Compte tenu de cette situation, ils se demandaient ce que nous pourrions faire. Ils se demandaient même si nous étions décidés à faire quelque chose. On me disait ceci: allez-vous vraiment vous attaquer au déficit? Pourrez-vous y parvenir sans trop de dégâts? Et on ajoutait: il faut pourtant le faire. Il y avait d'abord les chefs d'entreprises qui considèrent que le poids de la dette publique est un facteur qui éloigne les investisseurs étrangers. Il est impossible d'attirer les investissements à moins que le gouvernement ne soit déterminé à changer de cap.

Des citoyens ordinaires me disaient ceci: «Mes enfants ou mes petits-enfants vont-ils réussir à payer la dette? Si on continue de s'enfoncer dans les dettes, mes enfants n'auront pas d'avenir. Ils seront incapables de payer les pensions de la vieillesse et je me demande ce que seront mes années de retraite».

Je suis enchantée de pouvoir dire aujourd'hui à mes électeurs et à tous les Canadiens que nous avons un gouvernement qui a du cran, qui est décidé à accomplir ces changements et à renverser la vapeur. Ce n'est pas facile, mais grâce à ce que nous avons déjà accompli et au budget que nous avons présenté, nous avons déjà réalisé des progrès considérables.

J'aimerais simplement attirer votre attention sur quelques faits. Nous savons que pour cette année le déficit budgétaire prévu était de 33.8 milliards de dollars. Des quantités de gens nous ont dit: «Vous n'allez pas réussir à atteindre cet objectif. Il s'est passé beaucoup de choses, et le déficit va être beaucoup plus élevé». Le ministre des Finances (M. Wilson) a dit que ce ne serait pas facile, mais qu'en y mettant de l'acharnement nous réussirions à atteindre cet objectif. Nous allons pouvoir dire: «Canadiens, vous pouvez nous croire sur parole. Ce que nous disons, nous l'accomplissons». C'est un encouragement très fort et très important pour les Canadiens.

Nous avons aussi déclaré dans ce budget pour la première fois que nous allons, l'année prochaine, ramener le déficit à 29.8 milliards de dollars selon l'ancienne comptabilité, et 19.5 milliards de dollars selon la nouvelle, et à 23.5 milliards au niveau des comptes nationaux. Tout dépend de la façon de voir les choses, mais de toute façon c'est une bonne nouvelle, c'est l'annonce d'une réduction considérable du déficit.

Il faut ensuite voir les prévisions, car ce budget n'est pas une péripétie isolée, il s'inscrit dans un ensemble formé par l'exposé économique de novembre 1984, le budget de l'an dernier, le budget d'aujourd'hui et les prévisions que nous avons établies, et c'est une bonne nouvelle. Nous prévoyons que cette dette va descendre à 22 milliards de dollars d'ici 1990-1991. En terme de produit national brut, le déficit va tomber de son niveau de l'an dernier, de 7.7 p. 100 en 1984-1985, à 3.7 p. 100 en 1990-1991. Cela signifie que le Canada sera endetté de 100 milliards de dollars de moins qu'il ne l'aurait été si le gouvernement n'avait pas pris les mesures qu'il a prises au cours des 18 derniers mois. Je pense que c'est une tentative remarquable et extraordinaire qu'aucun gouvernement précédent n'aurait pu réussir.

● (1700)

Le ministre des Finances (M. Wilson) a déclaré qu'en plus de tenir compte de la dette, nous devons songer à nos besoins financiers, car c'est là un indicateur très important que la collectivité internationale surveille de très près. Les nouvelles à

cet égard sont encore meilleures. Par suite des restrictions que nous avons imposées à nos dépenses, et par suite des recettes accrues résultant des nouvelles mesures fiscales, nos besoins financiers ne seront plus que de 11 milliards en 1990-1991, alors qu'ils étaient de 30 milliards en 1984-1985. Exprimé en pourcentage du produit national brut, cela représente une diminution de 7.1 p. 100 cette année-là à 1.7 p. 100 en 1990-1991. Dans cinq ans, par suite de l'orientation que nous avons adoptée, nous n'aurons plus à emprunter que 11 milliards de dollars, soit 1.7 p. 100 du produit national brut. Songez un peu à toutes les possibilités qui s'offriront alors à nous.

Par conséquent, je dis que ce budget est le premier pas vers une stabilité financière dont nous n'avons pas eu d'exemple chez nous depuis plus de 20 ans. Évidemment, il fait taire tous les prophètes de malheur qui déclaraient naguère: «Sapristie. Le budget ne va pas créer d'emplois. Nous allons perdre un tas d'emplois». C'est ce que disaient certains députés l'année dernière, mais nous savons maintenant qu'ils avaient tort. Au cours des 18 derniers mois, nous avons créé 580,000 nouveaux emplois, tout en réduisant le déficit et en restreignant les dépenses du gouvernement. Je me réjouis des 51,000 nouveaux emplois que le gouvernement a créés dans ma propre province de la Colombie-Britannique.

Comment avons-nous pu parvenir à de tels succès? Comme le disait hier le ministre des Finances, nous avons commencé par mettre de l'ordre dans nos affaires. Je veux dire ici même à Ottawa. Nous sommes tous prêts, en tant que députés, à renoncer cette année à \$1,000, et ce n'est que juste. Mais nous avons fait beaucoup plus. Je constate que bien des gens trouvent qu'il y a énormément de gaspillage au gouvernement. Je songe en particulier à la Colombie-Britannique. Cette province est tellement loin; mais voici que tout à coup tous ces milliards de dollars disparaissent. Certains pourraient croire que cela s'effectue sans contrecoups nulle part, mais après quelque temps passé ici, on se rend compte que la réalité est bien différente. Chaque programme a un groupe cible qui en bénéficie. S'il faut supprimer des programmes il ne faut le faire qu'en pleine connaissance de cause, et nous devons procéder avec prudence et compassion, car autrement nous risquons de causer beaucoup d'ennuis et de souffrance. Nous avons donc adopté une méthode de saine gestion financière.

Le ministre des Finances a annoncé des réductions d'effectifs de 15,000 emplois dans la Fonction publique d'ici à la fin de la décennie. Il élimine des programmes qui ne répondent plus à des fins utiles de politique publique. Je songe aux subventions accordées notamment en vertu du Programme d'encouragements pétroliers et du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes. Nous avons réduit certains crédits dont VIA n'a plus besoin. Nous vendons les sociétés d'État qui n'ont plus un rôle capital à jouer dans notre politique publique. Nous annonçons évidemment cette année une réduction supplémentaire de 2 p. 100 de toutes les dépenses publiques, ce qui voudra dire 500 millions de dollars au chapitre des dépenses discrétionnaires et 300 autres millions des réserves. Ces initiatives vont faire baisser les dépenses publiques de 26 p. 100 du produit national brut en 1984-1985 à 21 p. 100 en 1990-1991.